



COMMUNIQUÉ

Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, Ahmed Osman Ali a accueilli, en ce mardi 03 juin 2025, son homologue, M. Abdirahman Mohamed Abdullahi, Gouverneur de la Banque Centrale de la Somalie, pour sceller la collaboration entre les deux institutions qu'ils représentent, à travers un mémorandum d'entente.

Cette cérémonie officielle, tenue au siège de la Banque Centrale de Djibouti, consacre la volonté de coopérer sur la base d'une confiance et d'une compréhension mutuelles dans la surveillance des établissements financiers transfrontaliers relevant de leurs juridictions respectives conformément aux législations applicables et aux normes internationales les plus strictes telles que celles du Comité de Bâle.

Dans une plus large mesure, cet accord fournit un cadre approprié aux deux institutions pour promouvoir les possibilités de formation et d'échanges d'expertises à travers des visites d'études dans les deux pays.

La mise en œuvre de ce protocole permettra en particulier d'identifier les défis émergents et d'adopter les ajustements les plus appropriés dans le cadre de leurs missions respectives en favorisant un dialogue régulier et contribuer ainsi à rehausser la qualité de la supervision transfrontalière.

Par ailleurs, la République de Djibouti et la République Fédérale de Somalie partagent, entres autres, l'appartenance aux GAFIMOAN, le regroupement régional type GAFI. Et dans le cadre de l'évaluation mutuelle des pays membres de cet organisme par les pairs, les deux pays sont dans une période d'évaluation de leurs dispositifs Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et du Financement du Terrorisme (LBC-FT). La République de Djibouti a achevé cet exercice en mars 2024 et la République de Somalie prévoit de le faire en 2026 et dans cette perspective les deux Banques Centrales, entendent, à travers cet accord, se donner les moyens d'une assistance mutuelle et solidaire.

La Banque Centrale de Djibouti réaffirme, à cette occasion, sa détermination à œuvrer en synergie avec ses partenaires régionaux en vue de construire un environnement financier plus sûr, plus transparent et propice au développement économique durable.